

Vous appréciez votre hebdo pour sa liberté ? Elle est ici totale pour nos éditorialistes que vous retrouvez dans ces pages chaque semaine. Ils peuvent s'y exprimer sans censure, tout en sachant qu'ils peuvent être contredits, y compris par leurs voisins de colonne ! Une idée vous plaît, une idée vous choque, n'hésitez pas à nous le dire... ou proposez-nous vous aussi Chers Amis Lecteurs, une tribune pour écrire ce que vous pensez ou contredire, pour quoi pas, une des plumes de La Semaine ! Pour nous écrire : redaction@lspb.fr

Henri LEVRÉRO Les valeurs de la droite républicaine sont Gaullistes



Nous tirons de nos racines gaullistes des valeurs qui transcendent les événements : le refus du renoncement, la reconnaissance de l'Homme au cœur de l'engagement politique, l'équilibre entre la solidarité sociale et la présence d'un Etat fort, l'unité de la Nation, le respect des peuples, la grandeur de la France.

Dans un monde en perpétuelle évolution, en crise récurrente, les fondements de notre philosophie politique sont toujours d'actualité. A nous de leur donner une traduction concrète, moderne, adaptée aux enjeux nouveaux.

Conscients des transformations de la mondialisation, nous savons que la politique n'est pas l'affaire de quelques-uns mais l'orientation du devenir de tous, que les responsables industriels, économiques, syndicaux participent à la construction du monde de demain.

Pour nous, la politique ne peut se limiter à des réponses immédiates et ponctuelles. Elle a besoin d'une mise en perspective, elle a besoin d'une hiérarchisation des valeurs. C'est une question d'éthique et de morale. C'est une question de confiance pour les citoyens.

Nous, gaullistes, entendons affirmer haut et fort l'actualité de nos conceptions de la France, de l'Homme et de l'Etat face aux enjeux du présent.

Nous croyons que la France a un message pour le monde. Dans un monde déchiré par les guerres, les rivalités ethniques, menacé par le terrorisme, fragilisé par les crises sanitaires, économique et sociale, déboussolé par des mécanismes financiers erratiques, la France se doit d'avoir une vision des équilibres du monde et une capacité à se faire entendre.

A l'heure de la mondialisation, nous croyons que la France doit faire entendre sa voix dans le monde.

Toutefois, n'oublions jamais que pour être audible la France doit apparaître solide. La France n'est jamais si grande, si forte que quand elle est unie.

La force de notre pacte républicain est de permettre à chacun de vivre ensemble dans une société unie et solidaire. Cela ne va pas de soi. C'est pourtant le fondement même de notre République.

Quels que soient les conflits qui secouent le monde, la France doit demeurer unie. L'unité c'est faire en sorte que personne ne se sente abandonné au bord du chemin du progrès. C'est pourquoi la solidarité sociale doit être notre engagement national.

La mondialisation qui isole l'individu, ses excès spéculatifs qui ignorent les hommes et méprisent les règles, suscitent une attente affamée de reconnaissance de la part des personnes. Nous croyons en la dignité des personnes, en la richesse de l'individu, en ses mérites et ses talents.

Le Gaullisme repose sur une certaine idée de la France, sur une certaine idée de l'Homme. Il repose aussi sur une certaine idée du rôle de l'Etat.

La encore, loin de la caricature que souhaiteraient certains il s'agit de construire un Etat moderne. Un Etat qui puisse guider sans être dirigiste. Un Etat qui sache agir sans être interventionniste. Un Etat qui garantisse sans vouloir gérer à la place des entreprises ou des collectivités.

La vision Gaulliste a retrouvé sa raison d'être, ces dernier mois. Les Français, les Européens, tous les pays se tournent vers leurs Etats pour les protéger face aux conséquences de la crise du Covid-19.

La crise a mis un terme à l'illusion d'un libéralisme omniprésent et de la mondialisation comme seule boussole.

En période de prospérité, les entreprises peuvent, il est vrai, se porter admirablement sans l'action de l'Etat. Mais ce n'est pas le marché qui garantit la pérennité de notre pacte républicain. C'est d'autant plus vrai en période de crise.

Les entreprises, ont besoin, elles aussi, d'un Etat garant. Garant de la sécurité, garant du service public, garant de la cohésion nationale. L'Etat est garant de l'intérêt général, des équilibres fondamentaux. A ce titre, il doit aussi assumer son rôle de stratège. Il a seul la capacité à se projeter loin dans le temps, et la légitimité pour dépasser les intérêts particuliers. Ce n'est pas seulement au moment où l'entreprise dépose son bilan que l'Etat doit intervenir. Son rôle est d'informer les entreprises, de délimiter les secteurs porteurs, d'alerter sur les secteurs menacés.

L'Etat doit savoir soutenir les secteurs stratégiques avec lucidité et ambition. C'est pourquoi nous défendons la mise en œuvre d'une politique industrielle nationale et européenne, forte des talents et des savoir-faire. Nous ne pouvons pas laisser nos entreprises être pillées par leurs innovations ou de leur savoir-faire par des fonds de pension ou des fonds souverains étrangers.

Certains semblent redécouvrir aujourd'hui les vertus de l'Etat. Nous, gaullistes, n'avons pas attendu la crise sanitaire pour défendre notre conception d'un Etat, garant et protecteur. Nous l'avons défendue dans les années de croissance. Nous continuerons à la défendre dans les périodes de crise, forts du bien-fondé de notre conviction.

■ redaction@lspb.fr

Christophe JURASCHI Retour sur la collaboration



Sil est une période sur laquelle la réalité historique est occultée par toute la gauche dite « bien-pensante » d'aujourd'hui, c'est bien celle qui précède la guerre de 40 et qui se poursuivra jusqu'en 1944. Je n'hésite pas un instant à faire un parallèle qui gênera probablement beaucoup l'élite de cette gauche et sa nébuleuse tentaculaire, des écolos à la France Insoumise, en passant par tous les mouvements indigénistes, racistes, féministes, et j'en passe, entre cette époque trouble et celle non moins troublée que nous traversons.

Les horreurs de la guerre de 14/18 avaient suscité dans la population française un élan pacifiste dont s'emparèrent, à partir des années 20, toutes les figures que comptaient les radicaux, les socialistes et les communistes, d'Aristide Briand à Albert Lebrun, de Blum à Daladier. Il fit aussi apparaître dans le sillage de leurs aînés d'autres personnalités peu reluisantes, dont j'ai bien conscience que le souvenir embarrasse, mais qu'il faut ici ressusiter tant le profil est proche de certains témoins de la gauche d'aujourd'hui.

Tout ce petit monde, donc, feignit d'ignorer la montée du danger que représentait le parti national-socialiste d'Hitler, prêchait que ne pas rallier la France engendrerait par là-même une dynamique de désarmement de l'Allemagne, un monde de bisounours qui alla jusqu'à signer en 1938 les accords de Munich auxquels la gauche française souscrivit majoritairement, lâchant nos alliés Tchéques, faisant dire à Blum qu'une guerre avec l'Allemagne était écartée, que le sort que connaissent les juifs allemands était terrible mais que de se rapprocher de l'Allemagne assurait la paix... On sait jusqu'où nous conduisit l'aveuglement, le déni, la médiocrité des gouvernements Français qui se succédèrent entre 1930 et 1939, jusqu'à ce que le dernier d'entre-eux offrit sur un plateau d'argent la capitulation de la France à Hitler. La gauche se justifiait : il vaut mieux une mauvaise paix plutôt qu'une bonne guerre... Aucun socialiste de poids ne s'opposa à la nomination de Pétain, 371 élus de gauche contre 85 de droite et 21 centristes lui accordèrent leur confiance. On peut donc dire que la gauche défendit et soutint dès le 1er jour la politique de collaboration de Vichy. Un seul homme s'éleva contre le déshonneur qui frappait la France : un certain général de Gaulle, animé depuis toujours par la grandeur nationale, ce sentiment qui, hier comme aujourd'hui, offusque les traîtres à leur pays.

Alors que les Allemands prenaient possession de la France, Marcel Déat, socialiste de la SFIO, voulut dès lors créer son propre parti, le « *Rassemblement National Populaire* » sur le modèle des partis totalitaires pensant pouvoir tirer profit du type d'organisation et de la technique utilisées par les nazis. Cela lui réussit assez bien puisqu'il devint ministre du travail dans le gouvernement de Laval. Jacques Doriot, ancien communiste vexé d'avoir été exclu de son parti deviendra un farouche opposant du bolchevisme. Pour

cela, il fonda le « Parti Populaire Français » qui deviendra l'un des organes les plus actifs de la collaboration tout au long de la guerre. Il contribua fortement à la nomination de Pierre Laval, ancien député du Cartel des Gauches, socialiste de la SFIO, comme chef du gouvernement de Vichy; Jean Luchaire ne valait pas mieux. En 1918, il s'était ému du sort que le Traité de Versailles avait réservé à l'Allemagne. Il devint un important patron de presse, véral et corrompu qui s'enivra avec les officiers nazis et les responsables de la Gestapo au cours de soirées endiablées et qui aura, jusqu'en 1944 la main mise sur toute la presse collaborationniste de la zone occupée. Marc Augier, ministre socialiste du Front Populaire, est fasciné par l'Allemagne hitlérienne. Il devint rédacteur en chef de l'hebdomadaire collaborationniste « *La Gerbe* » dans lequel il vanta « *le panache de l'aventure hitlérienne* ». Georges Albertini, lui aussi socialiste, s'est précipité sans retenue dans les bras de l'Allemagne naze. Il voyait en les Nationaux Socialistes du Reich des « *frères en socialisme* » et s'illustra par son zèle contre les réseaux de la Résistance. Citons encore le communiste Marcel Giffon, N° 3 de son parti, créateur du « *Bloc Ouvrier et Paysan* », formation collaborationniste parmi les plus actives au début de la guerre, René Bousquet, du centre gauche, dont le zèle administratif au service de Vichy est encore dans toutes les mémoires, ou encore Charles Spinasse, socialo qui plaida en faveur d'un régime autoritaire, qui proclama son appui sans limite à la politique du maréchal Pétain et qui, bien plus tard accorda son inconditionnel soutien à un certain... Jacques Chirac.

La liste pourrait être bien plus longue tant la gauche française fournit à l'Allemagne nazie les ressources nécessaires à sa domination sur le sol de France. Par une ambition malsaine, nombre de ses membres renièrent leurs convictions premières, s'écartèrent de la défense du monde ouvrier et du syndicalisme, oublièrent leurs engagements philosophiques pour devenir antisémites, leurs combats pour la réhabilitation de Dreyfus pour apparaître tout à-coup antirefrytsards, glissant du socialisme au fascisme avec une incroyable facilité. Mais Chuttt... Ça va énerver les Faure, Hidalgo, Mélenchon, une Taubira... Cela va exaspérer les Jadot, Hamon, Montebourg... Tout ceci m'évoque tristement la situation que nous connaissons aujourd'hui. Si l'ennemi n'est plus le même, l'esprit de conquête et d'affaiblissement de la France est très semblable. Sans surprise, ce sont les héritiers de cette gauche collaborationniste des années 40 qui est en train de soumettre le pays à un totalitarisme tout aussi haïssable, distillé par tous les courants cette gauche francophobe et manipulatrice. Quelle sache cependant qu'une résistance existe, aussi mince soit-elle, comme en 40. Et comme à partir de 1940, c'est elle qui permettra de remporter la victoire. Souvenez-vous en pour 2022.

■ redaction@lspb.fr